



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

176  
18 MARS 2025



**Direction régionale  
des affaires culturelles  
d'Île-de-France**

Affaire suivie par : Frédérique MOINARD

Service : Conservation régionale des monuments historiques

Tél : 01 56 06 50 34

Courriel : frederique.moinard@culture.gouv.fr

Réf. : FM/PHD/2025 - 214

Copie (s) : Mme Ana-Cristina Nitescu, architecte des bâtiments de France, conservatrice de la Cité de la céramique de Sèvres, UDAP 92

Paris, le 12 MARS 2025

Madame la Directrice générale,

Dans le cadre de l'instruction de votre demande d'autorisation de travaux AC 092 072 25 00002, je vous prie de trouver la décision prise par la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France.

Le contrôle scientifique et technique est assuré par le service chargé des monuments historiques représenté par Mme Marie Monfort, conservatrice des monuments historiques (tél : 01 56 06 50 47, marie.monfort@culture.gouv.fr) en lien avec Mme Ana-Cristina Nitescu, architecte des bâtiments de France.

Je vous informe qu'en cas de contestation de votre part, le délai de recours pendant lequel vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la présente notification.

Au titre des dispositions de l'article R. 621-16 du code du patrimoine et de l'arrêté ministériel du 9 novembre 2007 pris pour son application, l'autorisation de ces travaux devra être affichée sur le terrain. Cet affichage fait courir le délai du recours ouvert aux tiers, d'une durée de deux mois. Par ailleurs, je vous remercie de me transmettre, à l'issue de ces travaux, le dossier documentaire des ouvrages exécutés (DDOE) dans un format papier et en un seul exemplaire.

Nous attirons votre attention, en votre qualité de maître d'ouvrage, sur votre responsabilité en matière de sécurité et de sûreté des biens placés sous votre garde, tout particulièrement sur les risques d'incendie. Vous trouverez à cet effet, sur le site internet du ministère de la culture, une série de fiches destinées à vous permettre de gérer au mieux la sécurité dans les monuments historiques (<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Securite-Surete/Securite-et-surete-des-biens/Fiches-et-guides-securite-incendie>) ». Plus de 20 % des incendies surviennent pendant la réalisation de travaux (chiffres fournis par la fédération nationale des sapeurs-pompiers de France).

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de ma considération distinguée.

Madame Valérie FOREY

Directrice générale de l'Oppic

Opérateur du patrimoine

et des projets immobiliers de la Culture

30, rue du Château des Rentiers

75013 PARIS

**Emilie Couhadon**

Adjointe au conservateur régional des monuments  
historiques d'Île-de-France

---

**Autorisation de travaux portant sur un immeuble classé au titre des monuments historiques**

**AC 092 072 25 00002**

---

**Le préfet de la région d'Île-de-France,**

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-9, R. 621-11 à R. 621-24, L. 621-34 à L. 621-38 et R. 621-98 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 425-5 et R\*. 425-23 ;

Vu l'arrêté en date du 9 novembre 1994 portant classement au titre des monuments historiques des bâtiments et sols du Domaine national de Saint-Cloud, situés à Saint-Cloud, Marnes-la-Coquette, Sèvres, Ville-d'Avray et Garches (92) ;

Vu l'arrêté en date du 8 décembre 1994, portant classement au titre des monuments historiques des bâtiments et du sol de la parcelle de l'ancienne école nationale de céramique située 4 à 6 Grand Rue à Sèvres, Hauts-de-Seine, (92) ;

Vu la demande d'autorisation de travaux AC 092 072 25 00002, déposée par Madame Valérie Forey, directrice générale de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC), reçue le 22 janvier 2025 par l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine des Hauts-de-Seine ;

Vu l'accord tacite au titre du code de l'urbanisme du préfet des Hauts-de-Seine en date du 21 février 2025 ;

**Considérant** que le projet n'est pas de nature à porter atteinte, au point de vue de l'histoire ou de l'art, à l'intérêt public ayant justifié le classement de l'immeuble au titre des monuments historiques,

**Décide :**

**Article 1**

**L'autorisation** sollicitée par le pétitionnaire susvisé, dans la demande relative à :

La restauration clos et couvert des bâtiments 12 et 13 de la Cité de la céramique de Sèvres, Hauts-de-Seine (92), classée au titre des monuments historiques,

**est donnée.**

**Article 2**

Le directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à Paris, le

**12 MARS 2025**

Pour le préfet de la région d'Île-de-France  
et par délégation

**Emilie Couhadon**

Adjointe au conservateur régional des monuments  
historiques d'Île-de-France

